

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), PASCAL ALLAIRE, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Nicolet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE NICOLET,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE NICOLET, (l'« entité »), et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation de leur dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables. À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE NICOLET au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE NICOLET inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL VICTORIAVILLE SENCRL
CAROLINE LEDUC, CPA AUDITRICE
VILLE DE NICOLET, 2025-06-09

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	13 679 300	13 509 291	13 157 764
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 646 100	2 526 937	2 542 632
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 149 757	4 448 188	1 282 453
Services rendus	5	1 315 910	1 277 532	1 402 498
Imposition de droits	6	449 500	507 376	685 520
Amendes et pénalités	7	53 000	52 529	69 656
Revenus de placements de portefeuille	8	120 000	109 480	215 581
Autres revenus d'intérêts	9	75 285	104 197	127 567
Autres revenus	10	25 000	465 930	208 841
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	23 513 852	23 001 460	19 692 512
Charges				
Administration générale	14	4 440 504	4 118 944	3 953 971
Sécurité publique	15	2 543 500	2 738 958	2 580 019
Transport	16	3 286 200	3 778 844	3 579 702
Hygiène du milieu	17	5 457 012	5 736 705	5 233 755
Santé et bien-être	18	456 200	332 328	289 175
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 260 500	939 631	830 484
Loisirs et culture	20	4 384 800	4 225 437	3 709 573
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	534 000	707 727	640 213
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 362 716	22 578 574	20 816 892
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 151 136	422 886	(1 124 380)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		47 550 530	48 674 910
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		47 550 530	48 674 910
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		47 973 416	47 550 530

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 001 974	1 445 313
Débiteurs (note 5)	2	9 601 307	9 222 966
Prêts (note 6)	3	1 124 238	1 074 510
Placements de portefeuille (note 7)	4	94 299	121 208
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	12 821 818	11 863 997
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 596 217	1 438 248
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 502 178	2 678 229
Revenus reportés (note 11)	12	600 753	454 045
Dette à long terme (note 12)	13	27 109 920	21 131 140
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	257 936	360 767
Autres passifs (note 14)	15	411 175	411 175
	16	34 478 179	26 473 604
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 656 361)	(14 609 607)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	68 829 620	61 330 204
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	460 552	607 324
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	132 636	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	206 969	222 609
	23	69 629 777	62 160 137
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	47 973 416	47 550 530
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	47 973 416	47 550 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	47 973 416	47 550 530
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 151 136	422 886	(1 124 380)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	10 929 503)(	3 021 467)
Produit de cession	3		318 294	64 848
Amortissement	4		3 315 632	2 877 825
(Gain) perte sur cession	5		(318 294)	(64 848)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(162 637)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(7 613 871)	(306 279)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			162 637
Variation des stocks de fournitures	10		146 772	(44 145)
Variation des actifs incorporels achetés	11		(18 181)	
Variation des autres actifs non financiers	12		15 640	(157 481)
	13		144 231	(38 989)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 151 136	(7 046 754)	(1 469 648)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(14 609 607)	(13 139 959)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(14 609 607)	(13 139 959)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(21 656 361)	(14 609 607)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	422 886	(1 124 380)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 315 632	2 877 825
Autres			
▪ Reclassement - Propriétés destinées à la revente	3.1		(162 637)
▪ Augmentation (diminution) de valeur placements	3.2	44 715	(16 816)
▪ Perte sur cession d'un placement	3.3		3 705
	4	3 783 233	1 577 697
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(378 341)	196 409
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	823 949	581 922
Revenus reportés	8	146 708	5 863
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(102 831)	(8 982)
Propriétés destinées à la revente	10		162 637
Stocks de fournitures	11	146 772	(44 145)
Autres actifs non financiers	12	15 640	(157 481)
	13	4 435 130	2 313 920
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(10 929 503)	(3 021 467)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	(18 181)	
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(10 947 684)	(3 021 467)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(164 243)	127 051
Remboursement ou cession	20	96 709	69 325
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21		
Cession	22		
	23	(67 534)	(57 726)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	14 991 000	165 467
Remboursement de la dette à long terme	25	(8 884 800)	2 017 332
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 157 969	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(127 420)	61 427
Autres			
▪	28.1		
	29	7 136 749	(1 790 438)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	556 661	(2 555 711)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 445 313	4 001 024
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 445 313	4 001 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 001 974	1 445 313

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Nicolet est régie par la Loi sur les cités et villes (LRQ c.C-19) et fut créée par le décret 1477-2000 le 27 décembre 2000.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La ville participe au partenariat suivant : Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska. Les comptes de la ville et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville. Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska pour l'exercice est de 22,16 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 22,32% en début d'exercice à 22,16 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables et la provision pour passifs contaminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

Prêts et placements de portefeuille

Les prêts et les placements à titre d'investissement sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Voir section I) Instruments financiers

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif et selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures :	10 à 40 ans
Bâtiments :	10 et 40 ans
Véhicules :	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers :	10 ans

Autres actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 ans.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de paiements de transfert en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.
- Les amendes sont constatées lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'il s'agit d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif;
- Les revenus des projets et autre revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Les avantages sociaux futurs de la ville comprennent une allocation de départ pour les employés ayant atteint 20 ans d'ancienneté.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les placements de portefeuille sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et des intérêts courus à payer et les dettes, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et passés en charges sur la durée de la dette correspondante. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

J) Autres éléments

Dépréciation d'actifs à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 001 974	1 445 313
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 001 974	1 445 313
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 001 974	1 445 313
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 538 047	1 261 445
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	6 927 500	712 600

Note

Revenus reportés et réserves financières

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	614 310	698 677
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 994 555	7 433 836
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 464 046	206 046
Organismes municipaux	13	277 359	285 120
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	14.1	251 037	599 287
	15	9 601 307	9 222 966
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 813 613	5 577 071
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 813 613	5 577 071
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 926 212	1 026 595
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	530 542	555 791
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	637 823	2 600 081
Ministère de la Culture et des Communications	25	42 067	60 933
Autres ministères/organismes	26	2 857 911	3 190 436
	27	5 994 555	7 433 836

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prog. installations septiques	30.1	1 124 238	1 074 510
	31	1 124 238	1 074 510
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Les prêts relativement au programme d'installations septiques portent intérêts à des taux variant de 1,52 % à 4,93 % et sont renouvelables de février 2025 à janvier 2029.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	94 299	121 208
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	94 299	121 208
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit autorisée au montant de 3 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel et renouvelable annuellement.

La Ville bénéficie de deux emprunts temporaires autorisés au montant de 8 486 070 \$ chacun, portant intérêts au taux préférentiel et échéant en septembre 2025.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	646 056	924 208
Salaires et avantages sociaux	44	963 931	806 699
Dépôts et retenues de garantie	45	1 183 058	558 739
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernements et organismes	47.1	121 345	221 598
▪ Intérêts	47.2	151 700	67 640
▪ Autres courus et passifs	47.3	436 088	99 345
	48	3 502 178	2 678 229

Note

Tous les crédoeurs et charges à payer ont une échéance de moins d'un an.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	103 975	93 690
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Partage d'une ressource humaine	54.1	77 657	77 657
▪ Député - Équip. son et événements	54.2	25 000	25 000
▪ FRR - Corridor de connectivité écologique	54.3	10 492	28 000
▪ FRR - Projet de communauté nourricière	54.4	27 708	
▪ Programme OASIS - Projet de plan structurant de verdissement	54.5	2 342	
▪ Climat-Sol Plus	54.6	141 364	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	85 938	85 938
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	4 295	5 395
▪ Org. Quote-part et subvention	62.2	91 982	108 365
▪ Desjardins - rue 12 Novembre	62.3	30 000	30 000
	63	600 753	454 045

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	4,93	2025	2029	64	27 355 900	21 249 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	27 355 900	21 249 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(245 980)	(118 560)
					72	27 109 920	21 131 140

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		3 384 200			3 384 200
2026	74		7 630 300			7 630 300
2027	75		3 712 700			3 712 700
2028	76		1 173 700			1 173 700
2029	77		11 455 000			11 455 000
2030 et plus	78					
	79		27 355 900			27 355 900
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		27 355 900			27 355 900

Note

Tous les obligations et billets en monnaie canadienne portent intérêts à taux fixe.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(257 936)	(360 767)
	84	(257 936)	(360 767)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	(3 811)	47 195
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	324 971	274 657
Régimes de retraite des élus municipaux	89	29 941	33 074
	90	351 101	354 926

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	411 175	411 175
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94	411 175	411 175
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(	)(
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	19 885 990	2 264 724		22 150 714
Eaux usées	102	25 420 726	2 116 503		27 537 229
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	15 467 010	2 406 586		17 873 596
Autres					
▪ Parcs, fibre, éclairage des rues	104.1	7 780 651	1 460 568		9 241 219
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	20 666 680	28 118		20 694 798
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 778 674	665 390		3 444 064
Ameublement et équipement de bureau	109	1 280 448	45 504		1 325 952
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 531 271	160 796		3 692 067
Terrains	111	1 567 479			1 567 479
Autres	112				
	113	98 378 929	9 148 189		107 527 118
Immobilisations en cours	114	7 467 153	1 781 314	147 614	9 100 853
	115	105 846 082	10 929 503	147 614	116 627 971

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	116	11 725 263	507 526		12 232 789
Eaux usées	117	13 263 979	655 339		13 919 318
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	6 420 970	724 036		7 145 006
Autres					
▪ Parcs, fibre, éclairage des rues	119.1	2 949 873	391 766		3 341 639
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 223 193	479 579		5 702 772
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 002 062	208 888		2 210 950
Ameublement et équipement de bureau	124	1 091 578	56 972		1 148 550
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 838 960	258 367		2 097 327
Autres	126				
	127	44 515 878	3 282 473		47 798 351
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	61 330 204			68 829 620

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪ Logiciels	138.1	18 181	(147 614)	165 795
	139	18 181	(147 614)	165 795
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪ Logiciels	140.1	33 159		33 159
	141	33 159		33 159
VALEUR COMPTABLE NETTE	142	(14 978)	(147 614)	132 636

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	66 183
▪ Contrat informatique	143.2	96 143
▪ Autres	143.3	44 643
Autres		
▪	144.1	
	145	206 969
		222 609

Note**19. Obligations contractuelles**

a) La Ville s'est engagée, d'après une entente avec la Cathédrale de Nicolet, à verser une aide financière annuelle de 40 000 \$ de 2021 à 2025.

b) La Ville s'est engagée, d'après une entente avec le CNDA, à verser une aide financière annuelle de 55 000 \$ de 2025 à 2029.

c) La Ville s'est engagée, d'après une entente avec l'Institut national de la recherche scientifique, à verser une aide financière annuelle de 10 000 \$ de 2025 à 2029.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- d) La Ville s'est engagée, d'après une entente avec le Musée des cultures du monde, à verser une aide financière annuelle de 50 000 \$ de 2026 à 2030.
- e) La Ville s'est engagée pour le déneigement par contrats de trois ans à compter de novembre 2024 avec possibilité de deux années d'option de renouvellement. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 2 910 830 \$ et comprend les versements suivants pour les trois prochains exercices : 2025, 998 419 \$, 2026, 1 023 856 \$ et 2027, 888 555 \$.
- f) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour l'entretien paysager. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 324 549 \$ et comprend les versements suivants pour les trois prochains exercices : 108 183 \$ de 2025 à 2027.
- g) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour le lignage des rues. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 248 685 \$ et comprend les versements suivants pour les trois prochains exercices : 82 895 \$ de 2025 à 2027.
- h) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans pour les services de téléphonie et d'Internet. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 20 967 \$ et constitue le versement pour le prochain exercice.
- i) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans pour la licence d'utilisation des logiciels de géomatique. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 42 610 \$ et comprend les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 20 990 \$ et 2026, 21 620 \$.
- j) La Ville s'est engagée par contrat d'un an avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour le nettoyage des voies publiques. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 63 765 \$ et constitue le versement pour le prochain exercice.
- k) La Ville s'est engagée par contrat de deux ans avec possibilité d'une année d'option de renouvellement pour la location et l'entretien des toilettes chimiques. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 39 966 \$ et comprend les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 31 973 \$ et 2026, 7 993 \$.
- l) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour les services de vacuum et d'hydro-excavation. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 476 835 \$ et comprend les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 235 408 \$ et 2026, 241 427 \$.
- m) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour le nettoyage du réseau d'égout. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 214 007 \$ et comprend les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 105 653 \$ et 2026, 108 354 \$.
- n) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour le pavage manuel de recouvrement et la pose de gravier. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 224 643 \$ et constitue le versement pour le prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

o) La Ville s'est engagée par contrat de trois ans pour le nettoyage des égouts à grand débit. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 87 634 \$ et comprend les versements suivants pour deux prochains exercices : 2025, 43 264 \$ et 2026, 44 370 \$.

p) La Ville s'est engagée par contrat d'un an avec possibilité de deux années d'option de renouvellement pour le traitement de l'agrile du frêne. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 24 159 \$ et constitue le versement pour le prochain exercice.

q) La Ville s'est engagée par contrat de cinq ans auprès de l'ENPQ pour l'utilisation des installations et des équipements sportifs. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 1 061 827 \$ et comprend les versements suivants pour les cinq prochains exercices : 2025, 200 000 \$, 2026, 206 000 \$, 2027, 212 180 \$, 2028, 218 545 \$ et 2029, 225 102 \$.

r) L'Office municipal d'habitation de Nicolet, la Ville de Nicolet et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska

1) Enfouissement : contrat en vigueur du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif de 68,44 \$/tonne métrique. Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des redevances de 34,00 \$/tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 102,44 \$/tonne métrique.

2) Déchets solides - cueillette et transport : contrat en vigueur du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 957 904 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.

3) Collecte sélective-cueillette, transport et tri : contrat en vigueur du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 863 607 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des frais pour le traitement des matières recyclables de 172,04 \$/tonne métrique sont également exigées.

4) Encombrant : contrat en vigueur du 1 janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 168 772 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.

5) Locaux : bail accordé pour 2025. Le paiement (taxes non comprises) requis au cours du prochain exercice est de 15 500 \$.

6) Contrat matériaux Bécancour : contrat pour la gestion du centre de matériaux de Bécancour pour 2025, aux prix variant entre 60 \$ et 272 \$ la tonne tout dépendant les types de matériaux.

7) Honoraires professionnels pour audit du rapport financier : contrat accordé (taxes non comprises) pour 2025 de 15 050 \$. Le paiement relié à la date du contrat accordé est effectué l'année suivante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels**Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ 2019-2024)**

Dans le cadre du programme de subvention sur les infrastructures, la municipalité, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 3 967 878 \$ pour des travaux. La municipalité devait également investir 2 361 250 \$ dans ces travaux et, à la date des états financiers, la totalité de ce montant a été investi.

À la date des états financiers, un montant de 3 385 587 \$ est comptabilisé à recevoir dont 3 170 558 \$ à titre de revenus et un montant de 585 291 \$ a déjà été encaissé sur le total de la subvention.

Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ 2024-2028)

Dans le cadre de ce programme de subvention sur les infrastructures, la ville, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme maximale de 2 796 361 \$ pour des travaux, incluant une bonification de 254 215 \$ qui est conditionnelle au respect de certains critères écoresponsables. La ville doit également investir un montant qui n'est pas connu à ce jour. Les travaux subventionnés doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028.

À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu et aucun montant n'a été encaissé sur le total de la subvention.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice et des exercices précédents, des poursuites ont été intentées contre la Ville pour des dommages et intérêts lors de refoulements d'égout totalisant 125 407 \$. La Ville a contesté ces réclamations, qui, de l'avis de la direction, sont exagérées. Advenant que la ville ait à déboursier pour ces litiges, le montant maximal sera celui de la franchise pour chacun des dossiers. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

D) Autres**Endettement total net à long terme**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'endettement total net à long terme de la municipalité inclut la quote-part dans la dette nette à long terme de la MRC Nicolet-Yamaska. La MRC détient un actif correspondant à la dette totale. Au 31 décembre 2024, le solde de la quote-part de la municipalité dans le solde de la dette nette à long terme de la MRC de l'Érable est de 136 948 \$.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux prêts, aux placements de portefeuille et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités).

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie , équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	8 248 169 \$	7 527 669 \$
En souffrance ^[1] :		
plus de 30 à 365 jours	148 526 \$	371 657 \$
plus de 1 an		
plus de 2 ans		
	8 396 695 \$	7 899 326 \$
Moins la provision pour créances douteuses		
	8 396 695 \$	7 899 326 \$

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Placements de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et ses passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêts à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé à la variation du taux d'intérêt de son emprunt temporaire et de sa marge de crédit, tous deux à taux variable. Ce risque est réduit pour la marge de crédit, car elle se renouvelle automatiquement à la fin du mois.

L'effet net sur l'emprunt temporaire d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit de 25 962 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (14 382 \$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 157 764	13 679 300	13 509 291		13 509 291
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 542 632	2 646 100	2 526 937		2 526 937
Quotes-parts	3					944 037
Transferts	4	692 407	702 400	811 492		312 968
Services rendus	5	1 378 021	1 294 800	1 256 570		20 962
Imposition de droits	6	685 520	449 500	507 376		
Amendes et pénalités	7	69 656	53 000	52 529		
Revenus de placements de portefeuille	8	215 581	120 000	109 480		
Autres revenus d'intérêts	9	119 894	70 000	95 400		8 797
Autres revenus	10	110 786	25 000	411 846		
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	18 972 261	19 040 100	19 280 921		1 286 764
						19 623 648
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	285 791	4 171 700	3 280 546		43 182
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	98 055		54 084		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	383 846	4 171 700	3 334 630		43 182
	22	19 356 107	23 211 800	22 615 551		1 329 946
						23 001 460
Charges						
Administration générale	23	3 766 740	4 193 800	3 888 815	131 258	98 871
Sécurité publique	24	2 424 305	2 406 600	2 579 288	159 670	
Transport	25	2 763 571	2 535 700	2 732 013	1 046 831	
Hygiène du milieu	26	3 706 295	4 009 700	4 227 731	1 355 959	1 097 052
Santé et bien-être	27	271 391	442 200	314 544	17 784	
Aménagement, urbanisme et développement	28	819 106	1 249 100	929 812	9 819	
Loisirs et culture	29	3 194 389	3 898 600	3 633 883	591 554	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	640 213	534 000	707 727		
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 875 037	2 792 700	3 312 875 (	3 312 875)	
	34	20 461 047	22 062 400	22 326 688		1 195 923
						22 578 574
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(1 104 940)	1 149 400	288 863		134 023
						422 886

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 104 940)	1 149 400	288 863	134 023	422 886
Moins : revenus d'investissement	2	(383 846) (	4 171 700) (	3 334 630) (	43 182) (	3 377 812)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 488 786)	(3 022 300)	(3 045 767)	90 841	(2 954 926)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 875 037	2 792 700	3 312 875	2 757	3 315 632
Produit de cession	5	64 848		318 294		318 294
(Gain) perte sur cession	6	(64 848)		(318 294)		(318 294)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(162 637)				
	8	2 712 400	2 792 700	3 312 875	2 757	3 315 632
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10	162 637				
	11	162 637				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	69 325	46 400	96 709		96 709
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	3 705				
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	(16 816)		44 715		44 715
	15	56 214	46 400	141 424		141 424
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 150 627) (	1 409 500) (	693 159) (	) (	693 159)
	18	(1 150 627)	(1 409 500)	(693 159)		(693 159)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 020 332) (	536 000) (	267 665) (	30 007) (	297 672)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	966 600	1 744 300	644 300		644 300
Réserves financières et fonds réservés	22	(17 575)	384 400	17 236		17 236
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(71 307)	1 592 700	393 871	(30 007)	363 864
	26	1 709 317	3 022 300	3 155 011	(27 250)	3 127 761
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	220 531		109 244	63 591	172 835

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	383 846	3 334 630	43 182	3 377 812
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	7 879)(	26 159)(	) (	26 159)
Sécurité publique	3 (	17 268)(	54 099)(	) (	54 099)
Transport	4 (	407 737)(	791 917)(	) (	791 917)
Hygiène du milieu	5 (	632 833)(	9 600 202)(	73 189)(	9 673 391)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	40 600)(	28 118)(	) (	28 118)
Loisirs et culture	8 (	1 915 150)(	355 819)(	) (	355 819)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	18 181)(	) (	18 181)
	11 (	3 021 467)(	10 874 495)(	73 189)(	10 947 684)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	127 051)(	164 243)(	) (	164 243)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	165 467	7 562 817		7 562 817
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	1 020 332	267 665	30 007	297 672
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	104 387	43 833		43 833
Réserves financières et fonds réservés	18		(436 344)		(436 344)
	19	1 124 719	(124 846)	30 007	(94 839)
	20	(1 858 332)	(3 600 767)	(43 182)	(3 643 949)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 474 486)	(266 137)		(266 137)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 261 445		1 662 975	338 999	2 001 974
Débiteurs (note 5)	2	8 837 281		9 322 842	278 465	9 601 307
Prêts (note 6)	3	1 074 510		1 124 238		1 124 238
Placements de portefeuille (note 7)	4	121 208		94 299		94 299
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	11 294 444		12 204 354	617 464	12 821 818
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 438 248		2 596 217		2 596 217
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 570 536		3 393 782	108 396	3 502 178
Revenus reportés (note 11)	12	345 680		508 771	91 982	600 753
Dette à long terme (note 12)	13	21 131 140		27 109 920		27 109 920
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	360 767		257 936		257 936
Autres passifs (note 14)	15	411 175		411 175		411 175
	16	26 257 546		34 277 801	200 378	34 478 179
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 963 102)		(22 073 447)	417 086	(21 656 361)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	61 325 801		68 754 785	74 835	68 829 620
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19					
Stocks de fournitures	20	607 324		460 552		460 552
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			132 636		132 636
Autres actifs non financiers (note 18)	22	222 609		206 969		206 969
	23	62 155 734		69 554 942	74 835	69 629 777
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	375 226		359 949	381 013	740 962
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 908 853		1 577 219	36 073	1 613 292
Réserves financières et fonds réservés	26	1 560 941		1 962 061		1 962 061
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	94 214) (		47 414) (	) (	47 414)
Financement des investissements en cours	28	(3 501 278)		(3 981 405)		(3 981 405)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	46 943 104		47 611 085	74 835	47 685 920
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	47 192 632		47 481 495	491 921	47 973 416
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	6 415 300	6 552 444	6 611 559	5 839 531
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 319 500	1 371 876	1 376 226	1 297 488
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	8 689 100	8 164 661	9 287 046	8 451 504
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	525 500	623 828	623 828	541 170
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	8 500	83 899	83 899	99 043
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 462 600	1 467 055	523 018	644 092
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	849 200	750 050	750 050	771 921
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 792 700	3 312 875	3 315 632	2 877 825
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1			7 316	8 643
▪ Provision pour décontamination	21.2				285 675
	22	22 062 400	22 326 688	22 578 574	20 816 892

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	740 962	728 721
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 613 292	1 908 853
Réserves financières et fonds réservés	3	1 962 061	1 560 941
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	47 414)(	94 214)
Financement des investissements en cours	5	(3 981 405)	(3 501 278)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	47 685 920	46 947 507
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	47 973 416	47 550 530
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	359 949	375 226
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	381 013	353 495
	11	740 962	728 721
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	1 456 500	1 744 300
▪ Surplus ancien Nicolet	12.2	63 096	63 096
▪ Surplus ancien St-Jean-Baptiste	12.3	2 356	2 356
▪ Surplus ancien Nicolet-Sud	12.4	3 488	3 488
▪ Compteurs d'eau	12.5	51 779	95 613
	13	1 577 219	1 908 853
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Équilibre budgétaire	14.1	36 073	
	15	36 073	
	16	1 613 292	1 908 853

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	17.1	240 000	120 000
▪ Développement économique	17.2	258 739	328 175
▪ Changements climatiques	17.3	359 400	359 400
	18	858 139	807 575
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		400 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	1 024 767	284 211
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	60 000	50 000
Autres			
▪ Fonds vert	30.1	17 755	17 755
▪ Fonds de stationnement	30.2	1 400	1 400
	31	1 103 922	753 366
	32	1 962 061	1 560 941

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ Vidange de bassins	55.1 (	47 414)(	94 214)
	56 (	47 414)(	94 214)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63 (	47 414)(	94 214)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	3 981 405)(	3 501 278)
	66	(3 981 405)	(3 501 278)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	68 962 256	61 330 204
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	1 124 238	1 074 510
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	94 299	121 208
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	70 180 793	62 525 922
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	70 180 793	62 525 922
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	27 109 920)(	21 131 140)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	245 980)(	118 560)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	4 813 613	5 577 071
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	47 414	94 214
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	22 494 873)(	15 578 415)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	22 494 873)(	15 578 415)
	83	47 685 920	46 947 507

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régime et avantages sous forme d'allocations de départ pour les employés de la ville

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (360 767)	(369 749)
Charge de l'exercice	56 ((3 811))	(47 195)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 99 020	56 177
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (257 936)	(360 767)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (257 936)	(360 767)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (257 936)	(360 767)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (257 936)	(360 767)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (257 936)	(360 767)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	(3 811)	47 195
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	(3 811)	47 195
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	(3 811)	47 195
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(3 811)	47 195
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86	(3 811)	47 195
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite de la Ville est un régime complémentaire de retraite. L'administration du régime effectue des placements selon les instructions des participants au régime.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	324 971	274 657
Autres régimes	115		
	116	324 971	274 657

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2022 et aux personnes ayant droits à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	7 764	8 531
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	25 864	28 919
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 077	4 155
	121	29 941	33 074

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 603 953	8 603 953	8 288 247
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 741 745	1 741 745	1 873 681
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	(12)	(12)	34
Activités de fonctionnement	8	1 040 649	1 040 649	1 030 801
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	11 386 335	11 386 335	11 192 763
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 172 873	1 172 873	1 061 428
Égout	13	17 907	17 907	17 906
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	877 249	877 249	837 656
Autres				
▪ Insectes piqueurs	16.1			(95)
Centres d'urgence 9-1-1	17	52 247	52 247	45 402
Service de la dette	18	2 680	2 680	2 704
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 122 956	2 122 956	1 965 001
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 122 956	2 122 956	1 965 001
	27	13 509 291	13 509 291	13 157 764

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 378 905	1 378 905	1 437 943
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	360 427	360 427	343 732
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	616 994	616 994	588 414
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	2 356 326	2 356 326	2 370 089
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	68 215	68 215	83 828
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	190	190	622
Taxes d'affaires	38			
	39	68 405	68 405	84 450
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	89 264	89 264	88 093
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	12 942	12 942	
	42	102 206	102 206	88 093
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	2 526 937	2 526 937	2 542 632

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	43 467	43 467	21 258
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	6 080	6 080	15 605
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	82 642	82 642	64 209
Enlèvement de la neige	54			6 541
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	32 558	32 558	34 779
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67		90	16 529
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68		312 331	287 159
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	22 683	22 683	
Autres	74		547	567

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	24 442	24 442
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		27 190
Promotion et développement économique	81		
Autres	82	17 508	17 508
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	110 935	110 935
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	1 902	48 089
Autres	85		179 800
Réseau d'électricité	86		
	87	342 217	655 185
			862 799

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	9 988	9 988	243 758
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	1 585 279	1 585 279	
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	1 585 279	1 585 279	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110		43 182	
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	100 000	100 000
	Activités culturelles			42 033
	Bibliothèques	125		
	Autres	126		
	Réseau d'électricité	127		
		128	3 280 546	3 323 728
				285 791

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	434 921	434 921	133 863
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	34 354	34 354	
	139	469 275	469 275	133 863
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 092 038	4 448 188	1 282 453

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	243 315	243 315	276 213
Évaluation	142			
Autres	143	13 090	13 137	13 530
	144	256 405	256 452	289 743
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	12 637	12 637	6 673
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	12 637	12 637	6 673
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	462 040	462 040	496 339
Réseau de distribution de l'eau potable	158	8 918	8 918	2 792
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	12 476	12 476	11 891
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		4 046	3 149
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		1 630	1 492
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168		14 423	17 813
	169	483 434	503 533	533 476

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	7 750	7 750
Activités culturelles			7 587
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	7 750	7 750
			7 587
Réseau d'électricité	183		
	184	760 226	780 372
			837 479

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	49 333	49 333	35 771
	188	49 333	49 333	35 771
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	765	765	
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	765	765	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	4 115	4 115	2 497
Enlèvement de la neige	196	6 541	6 541	
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	10 656	10 656	2 497
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	19 471	19 471	29 414
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	(1 125)	(1 125)	17 583
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	6 859	6 859	10 602
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213		816	1 984
	214	25 205	26 021	59 583

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	215		
	Autres	216		
	Sécurité du revenu	217		
	Autres	218		
		219		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	220	850	850
	Rénovation urbaine	221		1 275
	Promotion et développement économique	222		
	Autres	223		
		224	850	850
				1 275
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	225	408 768	408 768
	Activités culturelles			463 678
	Bibliothèques	226	767	767
	Autres	227		2 215
		228	409 535	409 535
				465 893
Réseau d'électricité				
		229		
		230	496 344	497 160
				565 019
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		231	1 256 570	1 277 532
				1 402 498

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	88 890	88 890	51 248
Droits de mutation immobilière	233	418 486	418 486	634 272
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	507 376	507 376	685 520
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	52 529	52 529	69 656
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	109 480	109 480	215 581
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	95 400	104 197	127 567
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	318 294	318 294	64 848
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			(3 705)
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	14 634	14 634	52 614
Autres contributions	247			45 441
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	133 002	133 002	49 643
	250	465 930	465 930	208 841
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	406 376		406 376	416 080	420 217
Greffé et application de la loi	2	558 373		558 373	558 373	540 870
Gestion financière et administrative	3	2 035 184	131 258	2 166 442	2 255 609	1 734 718
Évaluation	4	142 793		142 793	142 793	132 411
Gestion du personnel	5	369 507		369 507	369 507	417 713
Autres						
▪ Honoraires, réclamations	6.1					84 624
▪ Communication	6.2	376 582		376 582	376 582	337 743
▪ Provision pour décontamination	6.3					285 675
	7	3 888 815	131 258	4 020 073	4 118 944	3 953 971
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 460 241		1 460 241	1 460 241	1 391 658
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 010 812	159 670	1 170 482	1 170 482	1 037 363
Sécurité civile	11	71 411		71 411	71 411	68 380
Autres	12	36 824		36 824	36 824	82 618
	13	2 579 288	159 670	2 738 958	2 738 958	2 580 019
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 721 712	1 002 773	2 724 485	2 724 485	2 549 376
Enlèvement de la neige	15	790 361		790 361	790 361	750 518
Éclairage des rues	16	43 298	44 058	87 356	87 356	88 561
Circulation et stationnement	17	128 967		128 967	128 967	117 340
Transport collectif						
Transport en commun	18	47 675		47 675	47 675	73 907
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 732 013	1 046 831	3 778 844	3 778 844	3 579 702

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 544 450	334 825	1 879 275	1 879 275	1 767 895
Réseau de distribution de l'eau potable	24	654 886	340 261	995 147	995 147	744 475
Traitement des eaux usées	25	448 704	380 230	828 934	828 934	839 370
Réseaux d'égout	26	579 034	283 740	862 774	862 774	720 018
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	669 924		669 924	294 872	292 881
Élimination	28				271 662	266 265
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	295 132		295 132	417 878	445 345
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31				43 096	48 723
Traitement	32				3 218	3 797
Matériaux secs	33					
Autres	34				66 720	50 825
Plan de gestion	35					
Autres	36				7 316	7 010
Cours d'eau	37	12 919		12 919	12 919	13 031
Protection de l'environnement	38	22 682	16 903	39 585	39 585	16 903
Autres	39				13 309	17 217
	40	4 227 731	1 355 959	5 583 690	5 736 705	5 233 755
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	29 625		29 625	29 625	33 942
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	284 919	17 784	302 703	302 703	255 233
	45	314 544	17 784	332 328	332 328	289 175

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	622 780	9 819	632 599	632 599	612 668
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	157 624		157 624	157 624	101 637
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	99 259		99 259	99 259	104 521
Tourisme	50	29 774		29 774	29 774	11 396
Autres	51	2 867		2 867	2 867	262
Autres	52	17 508		17 508	17 508	
	53	929 812	9 819	939 631	939 631	830 484
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	360 733		360 733	360 733	312 268
Patinoires intérieures et extérieures	55	772 902	237 282	1 010 184	1 010 184	811 587
Piscines, plages et ports de plaisance	56	628 196		628 196	628 196	643 503
Parcs et terrains de jeux	57	920 431	283 466	1 203 897	1 203 897	962 171
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	2 682 262	520 748	3 203 010	3 203 010	2 729 529
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	100 500		100 500	100 500	98 400
Bibliothèques	63	316 086	58 929	375 015	375 015	352 295
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	151 064		151 064	151 064	151 151
Autres ressources du patrimoine	65	383 971	11 877	395 848	395 848	378 198
Autres	66					
	67	951 621	70 806	1 022 427	1 022 427	980 044
	68	3 633 883	591 554	4 225 437	4 225 437	3 709 573

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	565 063		565 063	565 063	479 744
Autres frais	71	58 765		58 765	58 765	61 426
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	83 899		83 899	83 899	99 043
	74	707 727		707 727	707 727	640 213
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 312 875 (	3 312 875)			